



# AU SECOURS **BOLKESTEIN** EST REVENU !!!

COLLECTIF  
**29mai**  
du  
MAINE ET LOIRE

Cette fois, Bolkestein est vraiment de retour. L'an dernier, nombre de partisans du OUI au traité constitutionnel européen nous avaient promis : « *la directive Bolkestein n'existe plus* » (dixit J. Chirac à la Sorbonne, le 26 avril 2005). Résultat : la directive de libéralisation des services, dite « Bolkestein », du nom d'un ancien commissaire européen, vient d'être votée au Parlement européen (61% des voix !!!). Comme si le vote du 29 mai n'avait pas eu lieu !

Une manifestation européenne contre la directive avait pourtant eu lieu à Strasbourg dès le 11 février, qui avait rassemblé de 10 à 15 000 personnes. Le même jour, 40 000 manifestants disaient également Non à Bolkestein à Berlin. Et mardi 14 février, jour où s'ouvrait le débat sur la directive au Parlement, la manifestation de la CES avait quant à elle réuni près de 50 000 syndicalistes.

Mais les murs du Parlement rendent sourd : le 16 février, les parlementaires européens ont voté une directive Bolkestein à peine relookée, après un compromis entre le PPE (Droite) et le PSE (Socialistes européens) censé faire disparaître le fameux « Principe du pays d'origine ». C'est ce qui permet au gou-

vernement et aux grands médias de nous refaire le coup du « *Bolkestein c'est fini !* ». Mais le nouveau texte reste inacceptable en l'état : il n'intègre pas le principe du pays de destination, il instaure le règne de la concurrence sauvage dans nombre de services d'intérêts généraux comme la distribution de l'eau, maintient le principe de libre circulation des services sans que les états membres puissent réellement intervenir pour faire respecter la législation sociale. On le voit déjà avec l'exemple des ouvriers polonais embauchés sur le chantier de la centrale de Porcheville, surexploités et payés avec des clopinettes.

Ce projet de directive qui organise le « dumping social » et place les travailleurs européens en concurrence doit maintenant être examiné au Conseil de l'Europe (en juin). Il faut en exiger le retrait. Seule une harmonisation par le haut des législations sociales permettra d'avancer sur la voie d'une Europe sociale.

Notre mobilisation a déjà permis d'imposer des modifications au projet d'origine. Il faut continuer. **Plus le mouvement pour rejeter le texte sera fort, plus nous pèserons sur les choix et mettrons les gouvernants devant leurs responsabilités.**

Venez nombreux à notre **Soirée d'information** à Angers  
Mercredi 22 février 2006 à 20h30, Salle Thiers-Boisnet, rue Thiers

Nous y rappellerons :

- notre opposition totale au texte et au principe du pays d'origine ou à toute formule équivalente,
- notre exigence d'une harmonisation par le haut des législations et réglementations.

**COLLECTIF 49  
DU 29 MAI**

[Appel49@hotmail.fr](mailto:Appel49@hotmail.fr)

<http://www.collectifdu29mai.org/>

*Contre les politiques libérales  
en Europe et en France*

*Construire une alternative sociale, humaine et démocratique*



Contre la logique financière, ATTAC propose des analyses, des alternatives et des actions pour « se réapproprié ensemble l'avenir de notre monde »

**Attac 49, 1, rue Bardoul, 49000 ANGERS**  
tél. 06.77.61.12.59